

Service risques et installations classées  
12-14 rue des Archives  
94011 Créteil Cedex

Créteil, le 11 août 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SOGARIS**

place de la Logistique

94150 Rungis

Références : DRIAT-IF/UD94/SRIC/PRAU/2023/FM/N°322GR  
Code AIOT : 0007404491

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2023 dans l'établissement SOGARIS implanté place de la Logistique 94150 Rungis. L'inspection a été annoncée le 13/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOGARIS
- place de la Logistique 94150 Rungis
- Code AIOT : 0007404491
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'un groupement d'entrepôts multilocataires de stockage, de messageries et activités diverses construit par tranche entre 1965 et 1987.

Le site couvre une surface foncière d'environ 310 000 m<sup>2</sup>, pour environ 200 000 m<sup>2</sup> bâtis et un volume d'entrepôts d'environ 1 500 000 m<sup>3</sup> occupés par environ 80 locataires. Environ 1000 personnes sont présentes dans l'établissement. En 2023, le trafic journalier est estimé à 800 véhicules lourds.

Le site est réglementé au bénéfice de l'antériorité par un arrêté préfectoral du 21 avril 1992 au titre de la rubrique 1510 (entrepôt), modifié par arrêtés complémentaires du 28/06/1999 (rejets aqueux), du 18/01/2012 (POI) et du 11/09/2017 (exploitation des cellules A et B du bâtiment B).

Il est également soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, annexe IV pour celles applicables aux installations existantes.

L'arrêté préfectoral d'exploitation du 21 avril 1992 et les arrêtés complémentaires sont portés par l'exploitant SOGARIS qui en répercute les obligations auprès de ses différents locataires. Toutefois, pour des installations ponctuelles comme des postes de charge de chariots de manutention, il appartient à chaque locataire de procéder à sa déclaration.

**Dernière situation administrative antérieurement déclarée par l'exploitant :**

Rubriques	Régime	Libellé de la rubrique	Volume
1510-2-a	A	Entrepôts couverts [...] : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : a) Supérieur ou égal à 900 000 m <sup>3</sup> → <b>(A – 1)</b> <i>Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.</i>	<b>1 480 000 m<sup>3</sup></b> répartis dans les bâtiments A, B, C, D, E, F, G, L, M, N, S et T (source : étude de dangers v4 de janvier 2021)
1185-2-a	DC	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg → <b>(DC)</b>	<b>1 095,28 kg</b> (source : étude de dangers v4 de janvier 2021)
2910-A-2	DC	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW → <b>(DC)</b>	<b>3,1 MW</b> (source : étude de dangers v4 de janvier 2021)

**Régime :** A (Autorisation) ; E (Enregistrement) ; D (Déclaration) ; C (contrôle périodique)

Un plan de l'établissement est disponible en annexe A.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- dispositions constructives de l'ensemble des bâtiments visés par l'arrêté préfectoral du 21/04/1992.

## Préambule

### A. Réunion d'octobre 2022 :

La visite a été planifiée suite à une réunion qui s'est tenue en octobre 2022 entre l'Inspection et l'exploitant. Cette réunion a eu lieu à son initiative, l'objectif étant d'informer l'Inspection des non-conformités constructives des bâtiments de l'ensemble du site, relevées lors d'un audit interne confié à un bureau spécialisé (AEGIS). L'exploitant a présenté son plan d'action visant à résoudre les non-conformités selon un calendrier pré-défini.

La présentation, et le plan d'action associé, sont le résultat de plusieurs éléments :

- *"SOGARIS, initialement concessionnaire du foncier, est devenue propriétaire des terrains sur la période 2015-2016, modifiant les orientations de la plateforme et permettant la mise en place d'une stratégie à long terme".* Ainsi, l'audit de conformité réglementaire s'est inscrit dans ces nouvelles orientations, et au regard de la superficie des installations, plusieurs mois de travaux ont été nécessaires ;
- certains travaux font suite aux conclusions de la dernière étude de dangers, et visent notamment à supprimer les potentielles zones d'effets létaux en cas d'incendie dépassant les limites de site ;
- compte-tenu de l'étendue des installations, de la nécessaire coactivité avec les locataires et de la nature de certains travaux, il s'agit d'un compromis entre poursuite d'activité, nécessaire au maintien de l'équilibre financier du site, et priorisation des actions selon les enjeux à protéger ;
- l'investissement étant lourd (environ **25 millions d'euros** devront y être consacrés, selon l'exploitant), les travaux sont planifiés sur plusieurs années.

Le planning initial de mise en conformité s'étendait sur **cinq années**.

L'exploitant envisageait également de demander l'actualisation des dispositions applicables à l'établissement, via le dépôt d'un projet de permis de construire visant à réviser l'arrêté préfectoral en cours de validité. Certaines propositions consisteraient, notamment à revoir la durée de tenue au feu des bâtiments ne disposant pas actuellement des caractéristiques requises. L'exploitant solliciterait une réduction de cette durée sous couvert de la mise en place de mesures compensatoires, dont l'installation d'un système d'extinction automatique d'incendie.

**L'Inspection a rappelé en séance qu'il ne paraissait pas admissible réglementairement de requérir des aménagements plus importants que les standards actuels prévus en la matière pour les installations neuves par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 [NOR : DEVP1706393A]<sup>1</sup>, les conditions actuellement applicables à SOGARIS apparaissant plus restrictives.**

**L'inspection souligne la bonne volonté de l'exploitant** à respecter les obligations qui lui incombent.

L'Inspection avait également averti l'exploitant de la programmation future d'une visite d'inspection visant à constater les non-conformités relevées lors de l'audit interne du site. Cette inspection, objet du présent rapport, a pour objectif d'encadrer administrativement les travaux de remise en conformité nécessaires au site.

### B. Visite d'inspection du 21/03/2023

Suite aux remarques relatives à la nature des travaux envisagés, l'exploitant a revu certaines parties du projet, ce qui l'a amené à produire un nouvel échéancier, discuté lors de la visite objet du présent rapport.

Le délai total des travaux est passé à **sept ans**. L'exploitant a produit une note visant à expliciter cet allongement qui précise, notamment les points suivants :

- *"SOGARIS a nommé la RATP REAL ESTATE en qualité de Maîtrise d'ouvrage déléguée afin de*

---

<sup>1</sup> Arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510

*l'accompagner dans la mise en œuvre de la mise en conformité du site, au regard de la complexité des opérations"* ;

- *"ajout des travaux de renforcement de la charpente pour les bâtiments B, D, M et N pour atteindre la tenue R15, soit 74 600 m<sup>2</sup> de charpente à traiter supplémentaires"* ;
- *"ajout du sprinklage pour plusieurs bâtiments, donc redimensionnement et potentiels travaux"* pour respecter le guide technique D9A en ce qui concerne la retenue des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie. *"Cela implique des études complémentaires et des travaux lourds en termes d'organisation et de phasage"* ;
- *"l'importance des travaux implique la mise en place préalable d'une phase de conception conséquente (environ 1 an)"* ;
- la gestion des entreprises extérieures est complexe, du fait de la localisation possible des différents chantiers, des difficultés d'approvisionnement rencontrées actuellement par les prestataires et les limites imposées par le foncier disponible, pour l'installation de zones de stockage de matériaux ou des bases vie.

Les différents travaux prévus s'ordonnent autour des priorités suivantes :

- 1 - *"maîtriser les effets thermiques"*, dont les atteintes aux tiers, externes à l'établissement ;
- 2 - *"évacuer et protéger les personnes"* ;
- 3 - *"protéger les biens"*.

Au moment de l'inspection, il n'a pas été fait de commentaire significatif sur la durée totale du planning prévisionnel. L'inspection constate toutefois un allongement significatif de la durée initiale prévue de mise en conformité, que l'exploitant justifie notamment par la complexité du chantier et le maintien de l'activité sur le site.

Il convient de rappeler que l'exploitant reste seul responsable de l'entièreté de l'opération.

### **C. Transmission de documents concernant l'état de conformité de l'établissement et du plan d'action associée.**

Soucieux de transparence, l'exploitant a transmis les documents suivants :

- par courriel du 14/04/2023, un état des lieux des non-conformités et, le planning prévisionnel des travaux de mise en conformité, accompagné d'une note explicative ;
- par courriel du 13/07/2023, une copie numérique des éléments suivants :
  - ✓ un courrier d'accompagnement contextualisant la démarche ;
  - ✓ un dossier de porter à connaissance (DPAC<sup>2</sup>) relatif aux travaux de mise en conformité de la plateforme (151 pages, réalisé par RATP REAL ESTATE pour le compte de SOGARIS, vB du 10/07/2023), **sollicitant des aménagements** ;
  - ✓ un dossier de porter à connaissance (PAC) relatif aux travaux de mise en conformité du bâtiment N, vide de tout occupant à la date de rédaction du présent rapport (41 pages hors annexes, réalisé par EGIS pour le compte de SOGARIS, v01 du 13/07/2023).

Les deux dossiers ont fait l'objet de compléments et corrections par courriels du 28/07/2023, suite à des commentaires de l'Inspection.

Le présent rapport prend en compte et fonde ses conclusions au regard des transmissions listées ci-dessus et des constats de l'inspection des installations classées.

## **2) Constats**

---

2 Pour différencier les deux documents, les acronymes DPAC et DPACMC (pour dossier de porter à connaissance de mise en conformité) seront utilisés concernant le dossier de mise en conformité, PAC sera utilisé en ce qui concerne le dossier spécifique au bâtiment N.

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/04/1992, point 31° de l'article 1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
§2-5-4)	Distances entre PEI	Arrêté Préfectoral du 21/04/1992, point 32° de l'article 1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Protection des bureaux et locaux sociaux	Arrêté Préfectoral du 21/04/1992, point 36° de l'article 1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
3	Construction et aménagement	Arrêté Préfectoral du 21/04/1992, point 41° de l'article 1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Toitures	Arrêté Préfectoral du 21/04/1992, point 42° de l'article 1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Compartimentage	Arrêté Préfectoral du 21/04/1992, point 44° de l'article 1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Issue de secours	Arrêté Préfectoral du 21/04/1992, point 49° de l'article 1	Lettre de suite préfectorale	6 mois
7	Isolement des transformateurs électriques	Arrêté Préfectoral du 21/04/1992, point 52° de l'article 1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Ventilation de l'atelier de charge d'accumulateurs	Arrêté Préfectoral du 21/04/1992, point 71° de l'article 1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Étanchéité de l'atelier de charge d'accumulateurs	Arrêté Préfectoral du 21/04/1992, point 73° de l'article 1	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats et des autres éléments du présent rapport**

Compte-tenu de l'importance des non-conformités, aussi bien en étendue qu'en nombre, et touchant à certaines dispositions constructives de l'établissement, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les obligations qui lui incombent.

Au regard des enjeux relatifs à la sécurité incendie de l'établissement et à la proximité de l'aéroport d'Orly dont les installations et les couloirs aériens sont situés dans la zone de vent dominant, ce qui aurait pour effet prévisible de pousser les fumées vers celui-ci, il n'apparaît pas possible de dimensionner la mise en demeure au planning prévisionnel de l'exploitant.

Aussi, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions relatives à la maîtrise des incendies (dispositions constructives, moyens de défense, protection des entrepôts).

L'exploitant a demandé l'adaptation de certaines dispositions constructives, et proposé des mesures compensatoires qu'il envisage de mettre en œuvre pendant toute la durée nécessaire aux travaux de mise en conformité. Certains éléments transmis à l'inspection nécessitent d'être complétés. Après instruction des compléments reçus et sous réserve d'un avis favorable, l'inspection proposera d'en prendre acte par arrêté préfectoral complémentaire.

Les mesures compensatoires prévues par l'exploitant sont d'ores et déjà à mettre en œuvre, y compris celles relevant du Code du travail ou de la réglementation environnementale et celles que l'inspection considère comme « non valorisables », et cela sans attendre la validation de l'administration.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Robinets d'incendie armés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/04/1992, point 31° de l'article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, défense contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Dans le bâtiment, les moyens de lutte contre l'incendie, appropriés au risque à combattre, seront judicieusement répartis et comprendront au moins : [...] – des robinets d'incendie armés (RIA) de 40 mm conformes aux normes S 61-201 et S 62-201 et placés de telle sorte que toutes les surfaces puissent être atteintes par deux jets de lance au moins. [...]
<b>Constats :</b> Par courriel complémentaire du 25/07/2023, l'exploitant, suite à un audit interne, reconnaît la non-conformité à cette exigence pour le bâtiment N. <b>Non-conformité A : contrairement au point 31° de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n°92/1877 du 21/04/1992, l'entrepôt N n'est pas doté de robinets d'incendie armés (RIA) de 40 mm conformes aux normes en vigueur et placés de telle sorte que toutes les surfaces puissent être atteintes par au moins deux jets de lance.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescriptions
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 2 : Protection des bureaux et locaux sociaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/04/1992, point 36° de l'article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des annexes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les entrepôts seront séparés des bâtiments à usage de bureaux ou locaux sociaux par des éléments coupe-feu de degré une heure au moins. Les intercommunications éventuelles seront réalisées par des sas de même degré coupe-feu.
<b>Constats :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>Séparation des bâtiments à usage de bureaux ou locaux sociaux par des éléments coupe-feu de degré une heure</u></li></ul> <i>Des incohérences ont été relevées entre les documents transmis par courriel en avril 2023 et les documents transmis par courriel en juillet 2023 :</i> <ul style="list-style-type: none"><li>– le bâtiment E n'était pas identifié comme non-conforme à cette prescription dans la transmission d'avril 2023, mais c'est le cas dans le porter à connaissance de juillet 2023. Par courriel du 25/07/23, l'exploitant a confirmé cette correction.</li><li>– le bâtiment S était identifié comme non-conforme à cette prescription dans la transmission d'avril 2023 et ce n'est plus le cas dans le porter à connaissance de juillet 2023. L'exploitant confirme par courriel du 25/07/2023 que des travaux d'isolement ont été réalisés et que la non-conformité n'a plus lieu d'être. L'inspection prend acte de cette information.</li></ul> <p>Ainsi, l'exploitant, suite à un audit interne, reconnaît la non-conformité à cette exigence pour les bâtiments A, B, C, D, F, E, G, L et M.</p>

**Non-conformité B : contrairement au point 36° de l'article 1er de l'arrêté préfectoral n°92/1877 du 21/04/1992, les entrepôts A, B, C, D, E, F, G, L et M ne sont pas séparés des bâtiments à usage de bureau ou locaux sociaux par des éléments coupe-feu de degré une heure au moins.**

**Demande complémentaire n°1 : l'exploitant transmettra sous un mois l'attestation de conformité, complétée par tout document utile (procès verbal de réception, étude d'ingénierie, etc.) justifiant du respect de la séparation des locaux à usage de bureau ou locaux sociaux de l'entrepôt S par des éléments coupe-feu de degré une heure au moins.**

- Sas coupe-feu de degré une heure

Concernant l'installation de sas coupe-feu de degré une heure au moins pour les intercommunications entre les bureaux ou locaux sociaux et l'entrepôt, il apparaît nécessaire de re-définir la notion de sas :

« Espace clos aménagé entre deux lieux de façon à éviter que ceux-ci ne communiquent directement. <sup>3</sup>»

L'exploitant, suite à un audit interne, reconnaît non-conformité à cette exigence pour les bâtiments F, L, et N.

**Non-conformité C : contrairement au point 36° de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n°92/1877 du 21/04/1992, les intercommunications entre les bureaux ou les locaux sociaux associés aux entrepôts F, L, et N, et lesdits entrepôts, ne sont pas réalisées par des sas de degré coupe-feu une heure au moins.**

#### → Cas du bâtiment D

Une autre incohérence a été relevée entre les documents transmis par courriel en avril 2023 et les documents transmis par courriel en juillet 2023 : le bâtiment D était identifié comme non-conforme à cette prescription dans la transmission d'avril 2023 et ce n'est plus le cas dans le porter à connaissance de juillet 2023.

L'exploitant a apporté des précisions par courriel du 25/07/2023. Pour ce bâtiment, les travaux d'isolement des bureaux situés en mezzanine sont prévus, ainsi que l'encloisonnement des escaliers. Cependant, son commentaire ne mentionne pas la nécessité ou non de mettre en place des sas pour les intercommunications entre des bureaux ou locaux sociaux qui ne seraient pas en mezzanine.

**Demande complémentaire n°2 : l'exploitant statuera sous un mois sur la conformité du bâtiment D à l'obligation d'installation de sas coupe-feu de degré une heure au moins pour les intercommunications entre des bureaux ou locaux sociaux non situés en mezzanine et l'entrepôt.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescriptions

**Proposition de délais :** 6 mois

### N° 3 : Construction et aménagement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/04/1992, point 41° de l'article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stabilité au feu

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

#### **Prescription contrôlée :**

Les constructions existantes seront conformes au dossier initial descriptif des structures. En particulier, l'ossature et la charpente de bâtiments sera :

- stable au feu 1/2 heure pour les bâtiments A, C, G, M, N et T ;
- stable au feu 1 heure pour les bâtiments B, D, E, F, L et S.

La stabilité des structures porteuses des planches de bâtiments F, M et T sera de deux heures au moins et les planchers de ces bâtiments seront coupe-feu de degré deux heures.

3 Définition proposée par le dictionnaire de l'académie française, disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.dictionnaire-academie.fr/article/A9S0505>



<p><b>Constats :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Stabilité au feu des ossatures et des charpentes</li> </ul> <p>L'exploitant, suite à un audit interne, reconnaît la non-conformité aux exigences applicables pour les bâtiments A, B, C, D, E, G, L, M, N et T.</p> <p><b>Non-conformité D : contrairement au point 41° de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n°92/1877 du 21/04/1992, les entrepôts A, B, C, D, E, G, L, M, N et T ne sont pas dotés d'ossatures et de charpentes présentant des durées de stabilités conformes aux exigences.</b></p> <p><b>→ Cas du bâtiment F</b></p> <p><i>Une incohérence a été relevée entre les documents transmis par courriel en avril 2023 et les documents transmis par courriel en juillet 2023 : le bâtiment F était identifié comme non-conforme à cette prescription dans la transmission d'avril 2023 et ce n'est plus le cas dans le porter à connaissance de juillet 2023. L'exploitant a apporté des précisions par courriel du 25/07/2023. Il précise : « Il semblerait que cela soit une erreur dans le fichier Excel précédemment transmis. » L'inspection prend acte de cette information, et émet la demande complémentaire suivante</i></p> <p><b>Demande complémentaire n°3 : l'exploitant transmettra sous un mois l'étude justifiant du respect de l'ossature et de la charpente du bâtiment F à l'obligation de disposer d'une durée de stabilité au feu d'une heure au moins.</b></p> <p><i>(Demande d'aménagement)</i></p> <p>Concernant les bâtiments B, D et N, <b>l'exploitant sollicite un aménagement</b> du point 41° de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 21/04/1992. Cette demande fait l'objet d'un examen particulier au chapitre 2-5-2 du présent rapport .</p> <p><b>→ Cas du bâtiment E</b></p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique que le bâtiment E « possède une tenue au feu de 60 minutes d'après l'étude QCS Services, à l'exception de la structure métallique du quai ferroviaire et du SAS de réception », ce qui apparaît suffisant pour motiver la mise en demeure.</p> <p>Toutefois, il convient de s'assurer que dans l'attente des travaux de mise en conformité, la ruine de ces éléments non-conformes n'est pas de nature à entraîner la ruine en chaîne de l'ensemble de la structure, et le cas échéant, s'assurer de la bonne information des services d'incendies et de secours à ce sujet.</p> <p><b>Demande complémentaire n°4 : l'exploitant s'assurera sous un mois, dans l'attente des travaux de mise en conformité concernant la structure du bâtiment E, que la ruine des éléments non conforme n'est pas de nature à entraîner la ruine en chaîne du reste de l'entrepôt. Le cas échéant, il conviendra qu'il communique sur la possibilité d'un tel évènement auprès de la BSPP, et s'assurera de la traçabilité de cette situation dans tout document intéressant (notamment POI/PDI de l'établissement)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Stabilité au feu des structures porteuses et planchers</li> </ul> <p>En ce qui concerne la stabilité au feu des structures porteuses des planchers des bâtiments F, M et T, et le degré coupe-feu des planchers associés, l'exploitant, suite à un audit interne, reconnaît la non-conformité des bâtiments F et M.</p> <p><b>Non-conformité E : contrairement au point 41° de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n°92/1877 du 21/04/1992, la stabilité au feu des structures porteuses des planchers des bâtiments F et M, et le degré coupe-feu des planchers associés, n'est pas de deux heures.</b></p> <p><b>Type de suites proposées : Avec suites</b></p> <p><b>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescriptions</b></p> <p><b>Proposition de délais : 6 mois</b></p>
---

#### N° 4 : Toitures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/04/1992, point 42° de l'article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incombustibilité et évacuation des fumées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les toitures des bâtiments seront réalisées avec des éléments incombustibles dans la mesure du possible et tant que les bâtiments ne subiront pas de modification notable.</p> <p>Toutefois, la toiture des bâtiments B NORD (travées 9 à 13) D, L et M (sauf entrepôt 4 et partie Nord de l'entrepôt 5), comportera au moins sur 2 % de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Seront obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface sera calculée en fonction d'une part, de la nature des produits, matières ou substances entreposés, d'autre part, des dimensions de l'entrepôt; elle ne sera jamais inférieure à 0,5 % de la surface totale de la toiture.</p> <p>L'ouverture des exutoires sera assurée par deux dispositifs distincts :  - l'un automatique, asservi à un système de déclenchement sensible aux fumées et aux gaz de combustion ;  - l'autre, à commande manuelle, présentant les mêmes garanties de rapidité de fonctionnement, placé près d'une issue et signalé conformément aux prescriptions de la condition 27 du présent arrêté.</p> <p>Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique seront interdits (effet lentilles).</p>
<p><b>Constats :</b>  Concernant l'ouverture des exutoires de fumées par deux dispositifs distincts, un dispositif automatique et un dispositif à commande manuelle, l'exploitant, suite à un audit interne, reconnaît la non-conformité à cette exigence pour les bâtiments B, D, L et M.</p> <p><b>Non-conformité F : contrairement au point 42° de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n°92/1877 du 21/04/1992, l'ouverture des exutoires des entrepôts B, D, L et M n'est pas assurée par deux dispositifs distincts répondant aux exigences spécifiées, dont l'un automatique et l'autre à commande manuelle.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescriptions
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 5 : Compartimentage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/04/1992, point 44° de l'article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les entrepôts suivants seront divisés en cellules de stockage, séparées par des parois coupe-feu de degré une heure au moins:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>entrepôt B : 6 cellules de 4 700 m<sup>2</sup> au plus; 2 cellules de 6 000 m<sup>2</sup> au plus ;</li> <li>entrepôt D : 1 cellule de 4 000 m<sup>2</sup> au plus; 1 cellule de 6 100 m<sup>2</sup> au plus ;</li> <li>entrepôt E : 1 cellule de 9 000 m<sup>2</sup> (y compris les quais) ; 1 cellule de 15 000 m<sup>2</sup> (y compris les quais).</li> <li>entrepôt F : au sous-sol : 3 cellules de 4 000 m<sup>2</sup> au plus ; au rez-de-chaussée : <ul style="list-style-type: none"> <li>1 cellule de 4 000 m<sup>2</sup> au plus ;</li> <li>1 cellule de 8 000 m<sup>2</sup> au plus (y compris le quai ferroviaire) ;</li> </ul> </li> </ul>

- entrepôt L : 3 cellules de 4 000 m<sup>2</sup> au plus ;
- entrepôt S : 2 cellules de 5 500 m<sup>2</sup> au plus ; 2 cellules de 6 200 m<sup>2</sup> au plus.

La couverture ne comportera pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments légers sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de la paroi coupe-feu séparant deux cellules.

Les portes séparant les cellules seront coupe-feu de degré une heure et seront munies de dispositifs de fermeture automatique permettant l'ouverture de l'intérieur de chaque cellule. Tout autre moyen d'isolement est admis s'il donne des garanties de sécurité au moins équivalentes.

Pour les cellules et bâtiments de plus de 4 000 m<sup>2</sup> de stockage, les moyens de lutte contre l'incendie prévus à la condition 31 du présent arrêté seront renforcés :

- extincteurs portatifs à raison de 18 litres de produit pour 300 m<sup>2</sup> ;
- R.I.A. installés sur des faces accessibles opposées du bâtiment.

En outre, les bâtiments ci-dessus visés, par exception à la condition 40 du présent arrêté seront accessibles par les engins de secours, sur toutes leurs faces.

Enfin, des dispositifs permettant d'éviter la diffusion latérale des fumées à l'intérieur de ces bâtiments (écrans de cantonnement ou éléments de structure, stables au feu 1/4 heure) seront mis en place, dans la mesure où ces dispositifs sont techniquement réalisables et les investissements nécessaires économiquement supportables.

#### Constats :

- Superficie des bâtiments

Concernant la superficie autorisée des cellules et la séparation de celles-ci par des parois coupe-feu de degré une heure au moins, l'exploitant, suite à un audit interne, reconnaît la non-conformité à cette exigence pour le bâtiment L.

**Non-conformité G : contrairement au point 44° de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n°92/1877 du 21/04/1992, les cellules de l'entrepôt L ne présentent pas les superficies autorisées et ne sont pas séparées par des parois au moins coupe-feu de degré une heure.**

- Recoupement des bâtiments

Concernant le bâtiment D, l'exploitant indique que la paroi de recoupement en cellule ne répond pas aux caractéristiques coupe-feu exigées, et **demande un aménagement de l'arrêté préfectoral sur ce point**. Cette demande fait l'objet d'un examen particulier au chapitre 2-5-2 du présent rapport .

- Éloignement des ouvertures par rapport au mur coupe-feu en toitures

Concernant l'absence d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments légers sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de la paroi coupe-feu séparant deux cellules, l'exploitant, suite à un audit interne, reconnaît la non-conformité à cette exigence du bâtiment L.

**Non-conformité H : contrairement au point 44° de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n°92/1877 du 21/04/1992, la couverture du bâtiment L comporte des exutoires, des ouvertures ou des éléments légers sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de la paroi coupe-feu séparant deux cellules.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescriptions

**Proposition de délais :** 6 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/04/1992, point 49° de l'article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Compartimentage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Des issues pour les personnes seront prévues en nombre suffisant pour que tout point des entrepôts ne soit pas distant de plus de 50 mètres de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties d'entrepôt formant cul-de-sac.</p> <p>Deux issues vers l'extérieur au moins, dans deux directions opposées, seront prévues dans chaque occupation. Les portes servant d'issues vers l'extérieur s'ouvriront par une manœuvre simple dans le sens de la sortie, sans engager le gabarit des circulations sur les voies ferroviaires extérieures éventuelles.</p> <p>Les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, et considérés comme issues de secours, seront encloisonnés par des parois coupe-feu de degré une heure et construits en matériaux incombustibles. Ils devront déboucher directement à l'air libre ou à proximité immédiate. Dans le cas contraire, les circulations intérieures menant à l'air libre seront encloisonnées par des éléments de degré coupe-feu une heure et construits en matériaux incombustibles.</p> <p>Les portes intérieures donnant sur ces escaliers et circulations seront pare-flamme de degré 1/2 heure et munies de ferme-portes .</p> <p>Toutes les portes, intérieures et extérieures seront repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances, leur accès convenablement balisé et maintenu constamment dégagé.</p> <p><b>Constats :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Distances aux issues</u> Concernant les distances à respecter en tout point des entrepôts et les issues pour les personnes, des incohérences ont été relevées entre les documents transmis par courriel en avril 2023 et les documents transmis par courriel en juillet 2023 : les bâtiments D, E, G, M et T étaient identifiés comme non-conformes à cette prescription dans la transmission d'avril 2023 et ce n'est plus le cas dans le porter à connaissance de juillet 2023. L'exploitant a apporté des précisions par courriel du 25/07/2023 : - au sujet des bâtiments D, E, G et T, il estime que les issues sont en nombre suffisant et situées de manière à permettre une évacuation. Il considère que le constat de non-conformité n'a pas lieu d'être. L'inspection prend acte de cette information, qui pourra faire l'objet d'une vérification particulière lors d'une prochaine inspection. - pour le bâtiment M, il confirme la non-conformité.</li> </ul> <p>Concernant les distances à respecter en tout point des entrepôts et les issues pour les personnes, l'exploitant, suite à un audit interne, reconnaît la non-conformité à cette exigence du bâtiment M.</p> <p><b>Non-conformité I : contrairement au point 49° de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n°92/1877 du 21/04/1992, le bâtiment M ne dispose pas d'issues pour les personnes en nombre suffisant pour que tout point des entrepôts ne soit pas distants de plus de 50 mètres de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties d'entrepôt formant cul de sac.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Deux issues donnant sur l'extérieur</u> Par ailleurs, le bâtiment F ne semble pas disposer d'au moins deux issues donnant vers l'extérieur, dans deux directions opposées. Une incohérence a été relevée entre les documents transmis par courriel en avril 2023 et les documents transmis par courriel en juillet 2023 : le bâtiment M n'était pas identifié comme non-conforme à cette prescription dans la transmission d'avril 2023, mais c'est le cas dans le porter à connaissance de juillet 2023. Par courriel du 25/07/2023, l'exploitant confirme cette information.</li> </ul>

**Non-conformité J : contrairement au point 49° de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n°92/1877 du 21/04/1992, chaque occupation des bâtiments F et M ne disposent pas d'au moins deux issues vers l'extérieur, dans deux directions opposées.**

- Encloisonnement des escaliers intérieurs

Concernant l'encloisonnement des escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, considérés comme issues de secours, l'exploitant, suite à un audit interne, reconnaît la non-conformité à cette exigence des bâtiments D, E, L et T.

*Des incohérences ont été relevées entre les documents transmis par courriel en avril 2023 et les documents transmis par courriel en juillet 2023 :*

*- le bâtiment F était identifié comme étant susceptible d'être non-conforme à cette prescription dans la transmission d'avril 2023 et ce n'est plus le cas dans le porter à connaissance de juillet 2023. Par courriel du 25/07/2023, l'exploitant a confirmé un oubli en ce qui concerne le bâtiment F. Les travaux sont prévus en 2024.*

*- le bâtiment M n'était pas identifié comme non-conforme à cette prescription dans la transmission d'avril 2023. C'est le cas dans le porter à connaissance de juillet 2023. L'exploitant confirme la non-conformité de ce bâtiment par courriel du 25/07/2023.*

**Non-conformité K : contrairement au point 49° de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n°92/1877 du 21/04/1992, les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés et considérés comme issues de secours des bâtiments D, E, F, L, M et T, ne sont pas encloisonnés par des parois coupe-feu de degré une heure et construits en matériaux incombustibles.**

- Concernant la protection éventuelle des circulations intérieures :

*Nota : par courriel complémentaire du 25/07/2023, l'exploitant donne son appréciation sur la notion de « proximité immédiate », relative à la disposition réglementaire concernant l'encloisonnement des circulations intérieurs menant à l'air libre nécessaires à l'évacuation, après l'emprunt d'un escalier, visé au 4<sup>e</sup> alinéa du point 49° de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 21/04/1992.*

*Il estime que le terme souffre d'imprécision et ne définit pas de « distance acceptable », et se réfère, par substitution, à une distance maximale de 20 m proposée par la disposition CO 49 du Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) approuvé par arrêté du 25 juin 1980. L'inspection prend acte de la réponse de l'exploitant, en remarquant toutefois que le potentiel calorifique potentiel au sein des deux types de structures (ICPE et ERP) n'est pas comparable.*

*Des incohérences ont été relevées entre les documents transmis par courriel en avril 2023 et les documents transmis par courriel en juillet 2023 :*

*- les bâtiments F et L étaient identifiés comme étant susceptibles d'être non-conformes à cette prescription dans la transmission d'avril 2023 et ce n'est plus le cas dans le porter à connaissance de juillet 2023. L'exploitant a apporté des précisions par courriel du 25/07/2023. Pour les deux bâtiments, il estime que la distance de 20 m n'est pas dépassée (cf. nota supra).*

*- le bâtiment M comprend de tels escaliers (cf. non-conformité n°K ci-dessus) reliant des niveaux séparés et servant à l'évacuation. Aucune information n'est donnée concernant le débouché à l'air libre de ceux-ci, ou le cas échéant, de la mise en place des mesures de protections imposés. L'exploitant a apporté des précisions par courriel du 25/07/2023. Il estime également que la distance de 20 m n'est pas dépassée (cf. nota supra).*

Ainsi, concernant les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés et considérés comme issues de secours du bâtiment D, et ceux reliant les bâtiments S et T (information confirmée par courriel du 25/07/2023), l'exploitant, suite à un audit interne, reconnaît que ceux-ci ne débouchent pas directement à l'air libre ou à proximité immédiate. Les circulations intérieures menant à l'air libre ne sont pas encloisonnées par des éléments de degré coupe-feu une heure et construits en matériaux incombustibles.

**Non-conformité L :** contrairement au point 49° de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n°92/1877 du 21/04/1992, les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés et considérés comme issues de secours pour les bâtiments D et T ne débouchent pas directement à l'air libre ou à proximité immédiate, et les circulations intérieures nécessaires à une sortie à l'air libre en toute sécurité ne sont pas encloisonnées par des éléments de degré coupe-feu une heure et construits en matériaux incombustibles.

- **Portes intérieures**

Concernant les caractéristiques des portes intérieures donnant sur ces escaliers et circulations, l'exploitant, suite à un audit interne, reconnaît la non-conformité à cette exigence pour les bâtiments D et E.

*Des incohérences ont été relevées entre les documents transmis par courriel en avril 2023 et les documents transmis par courriel en juillet 2023 :*

- les bâtiments F et L étaient identifiés comme étant susceptibles d'être non-conformes à cette prescription dans la transmission d'avril 2023 et ce n'est plus le cas dans le porter à connaissance de juillet 2023. L'exploitant reconnaît par courriel du 25/07/2023 la non-conformité de ces bâtiments.
- le bâtiment M comprend de telles portes intérieures donnant sur les escaliers et circulations de secours. L'exploitant confirme la nécessité de réaliser les travaux pour la mise en conformité.

**Non-conformité M :** contrairement au point 49° de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n°92/1877 du 21/04/1992, Les portes intérieures des bâtiments D, E, F, L et M donnant sur les escaliers et circulations nécessaires à l'évacuation et desservant les issues de secours, ne sont pas pare-flamme de degré 1/2 heure et munies de ferme-portes.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 6 mois

## N° 7 : Isolement des transformateurs électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/04/1992, point 52° de l'article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Compartimentage

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Les transformateurs de courant électrique, qu'ils soient visés ou non au titre du présent arrêté, seront situés dans des locaux spéciaux isolés de l'entrepôt par un mur coupe-feu de degré une heure, et largement ventilés.

**Constats :**

Des incohérences ont été relevées entre les documents transmis par courriel en avril 2023 et les documents transmis par courriel en juillet 2023. En particulier, les bâtiments B, G et S étaient identifiés comme non-conformes à cette prescription dans la transmission d'avril 2023 et ce n'est plus le cas dans le porter à connaissance de juillet 2023.

L'exploitant a justifié par courriel le retrait de cette non-conformité en s'appuyant sur l'argument suivant :

« Les travaux d'isolement du local transformateur sont à la charge d'ENEDIS et ne sont pas du ressort de SOGARIS, ils n'ont pas été présentés dans le DPACD<sup>4</sup>. »

L'exploitant semble méconnaître la réglementation ICPE, qui rend l'exploitant responsable du respect de l'ensemble des obligations imposables à l'installation, à fortiori les dispositions prises par arrêté préfectoral d'autorisation, y compris lorsque celles-ci portent sur une obligation ne relevant pas du simple fait ou bon vouloir de l'exploitant. Il lui revient de prendre les mesures nécessaires à l'atteinte et au maintien de la conformité.

4 Ndla : Dossier de porter à connaissance de mise en conformité, version B du 10/07/2023.

<p>Pour rappel, l'article L. 160-1 du Code de l'environnement rappelle la notion d'exploitant : « [...] L'exploitant s'entend de toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui exerce ou contrôle effectivement, à titre professionnel, une activité économique lucrative ou non lucrative. » Les droits et devoirs associés sont généralement fixés par le livre V du volet réglementaire du Code et les arrêtés pris en application (sans préjudice des dispositions communes relevant de l'autorisation environnementale unique, défini au livre I.)</p> <p>Par conséquent, l'inspection considère que la précision visant à lever l'incohérence <b>n'est pas recevable</b>. L'exploitant, suite à un audit interne, reconnaît la non-conformité à cette exigence des locaux de transformations associés aux bâtiments B, G et S.</p> <p><b>Non-conformité N : contrairement au point 52° de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n°92/1877 du 21/04/1992, les transformateurs de courant électrique des bâtiments B, G et S ne sont pas situés dans des locaux spéciaux isolés des entrepôts par un mur coupe-feu de degré une heure.</b></p> <p>Au regard de la connaissance de l'inspection des installations, notamment au vu des pièces F4 "plan réseau" et "localisation transformateur boucles" du POI du site dans sa version 2020 "plan d'implantation des transformateurs", un complément d'information doit être apporté sur les différents locaux abritant des transformateurs.</p> <p><b>Demande complémentaire n°5 : L'exploitant justifiera sous un mois de la conformité des locaux de transformation (et TGBT associés) suivants : "Transformateur CRITERIUM" du bâtiment D, "TR8 – Elevateurs" et "transformateur REMORQUE" du bâtiment E, "transformateur CHARIOT" du bâtiment L, "TR10-Fret" du bâtiment F, "AG" du bâtiment M, et "T-traffic" du bâtiment N, aux dispositions du point 52° de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n°92/1877 du 21/04/1992.</b></p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>
---

**N° 8 : Dispositions applicables à l'atelier de charge d'accumulateurs – prévention des explosions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/04/1992, point 69° et 71° de l'article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prévention des explosions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> 69° – L'atelier de charge d'accumulateurs visé par le présent titre est exploité par la SOGARIS. Il sera installé sur le quai du bâtiment S – travée 10 – et permettra la recharge des batteries de trois transpalettes et onze chariots. [...]</p> <p>71° – L'atelier, situé à rez-de-chaussée, ne sera pas surmonté d'étages et sera très largement ventilé par sa partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant dans le local.</p> <p>La ventilation sera mécanique et assurera un renouvellement d'air minimal de 0.05*N*I mètres cubes par heure soit 4 680 m<sup>3</sup>/h (avec N = nombre d'éléments de batterie et I = intensité maximale de charge en Ampères, représentant le 1/5ème de la capacité des batteries).</p> <p>La ventilation asservira l'opération de charge de telle sorte que l'arrêt de la ventilation provoquera la coupure de l'alimentation électrique des batteries par le dispositif de charge.</p> <p>La ventilation se fera de façon que le voisinage ne soit, ni gêné, ni incommodé par les émanations et qu'il n'en résulte aucun danger pour les occupants voisins.</p>

<p><b>Constats :</b> L'exploitant, suite à un audit interne, reconnaît la non-conformité du local de charge d'accumulateurs du bâtiment S, la ventilation étant non-fonctionnelle.</p> <p><b>Non-conformité O :</b> contrairement au point 71° de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n°92/1877 du 21/04/1992, l'atelier de charge d'accumulateurs du bâtiment S n'est pas très largement ventilé par sa partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonant dans le local, la ventilation étant non-fonctionnelle.</p> <p><b>Observation 1.</b> Il convient, dès à présent, que l'exploitant prenne toute mesure nécessaire à la mise en sécurité de l'installation, de manière à ce que celle-ci ne présente aucun risque, en particulier pour préserver l'intégrité de l'entrepôt S. Au besoin, il lui revient de s'assurer de l'absence effective d'opérations de charge, celles-ci ne pouvant se produire du fait de l'asservissement de la charge au fonctionnement de la ventilation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 9 : Dispositions applicables à l'atelier de charge d'accumulateurs – prévention des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/04/1992, point 69° et 73° de l'article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prévention des pollutions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> 69° – L'atelier de charge d'accumulateurs visé par le présent titre est exploité par la SOGARIS. Il sera installé sur le quai du bâtiment S – travée 10 – et permettra la recharge des batteries de trois transpalettes et onze chariots. [...]</p> <p>73° - Le sol de l'atelier sera imperméable et présentera une pente convenable pour l'écoulement des eaux de manière à éviter toute stagnation. Les murs seront recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol..</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant, suite à un audit interne, reconnaît la non-conformité du local de charge d'accumulateurs du bâtiment S, l'étanchéité du sol n'étant pas démontrée.</p> <p><b>Non-conformité P :</b> contrairement au point 73° de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n°92/1877 du 21/04/1992, l'atelier de charge d'accumulateurs du bâtiment S ne dispose pas d'un sol imperméable et les murs ne sont pas recouverts d'un enduit étanche sur une hauteur d'un mètre au moins à partir du sol.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### 2-5) Éléments complémentaires portés à la connaissance du préfet et de l'inspection des installations classées, par courrier du 13 juillet 2023

##### 2-5-1) Nature des pièces

L'exploitant a transmis :

- un courrier d'accompagnement contextualisant la démarche ;
- un dossier de porter à connaissance (PAC) relatif aux travaux de mise en conformité de la plateforme (151 pages, réalisé par RATP REAL ESTATE pour le compte de SOGARIS, vB du 10/07/2023) ;



- un dossier de porter à connaissance (PAC) relatif aux travaux de mise en conformité du bâtiment N, vide de tout occupant à la date de rédaction du présent rapport (41 pages hors annexes, réalisé par EGIS pour le compte de SOGARIS, v01 du 13/07/2023), modifié et complété par courriel du 25/07/2023.

Le PAC concernant le bâtiment N fera l'objet d'un rapport d'instruction distinct, à l'exception des éléments intéressants les suites de la présente inspection.

Comme mentionné dans les pages précédentes du présent rapport :

- certains éléments sont incohérents entre les informations du dossier de porter à connaissance du 10/07/2023 (dans les versions initialement transmises à la préfecture et à l'inspection) et les éléments antérieurs transmis par l'exploitant en avril 2023 ;
- l'exploitant a apporté des confirmations et correctifs par courriel du 25/07/2023. Ceux-ci ont permis d'éclaircir l'état de conformité de l'installation, à l'exception des points portant sur la séparation des locaux de transformation électriques des entrepôts par des parois coupe-feu ;
- concernant la responsabilité au niveau des locaux de transformations, l'exploitant apporte une justification méconnaissant le droit des installations classées en France, celui-ci restant toujours garant du respect des dispositions réglementaires applicables à l'installation, y compris quand la-dite disposition relève d'une compétence déléguée à un tiers. SOGARIS doit entreprendre les démarches nécessaires auprès d'ENEDIS pour obtenir la mise en conformité des locaux, ou le cas échéant, prendre des mesures compensatoires permettant de justifier de l'atteinte du même degré de sécurité.

Le tableau suivant synthétise les éléments du porter à connaissance, en ce qui concerne des demandes d'adaptations de l'arrêté préfectoral, la durée prévisionnelle des travaux de remise en conformité et la volonté de l'exploitant de réaliser des travaux d'améliorations de la sécurité, non prévus par l'arrêté préfectoral ou l'arrêté ministériel (compte tenu du bénéfice de l'antériorité) :

Bât.	Demande d'adaptation des dispositions de l'AP n°92/1877 du 21/04/1992	Durée prévisionnelle des travaux	Travaux d'amélioration envisagée
A	Non	2024 – 2026, durée maximale : trois ans	ouverture automatique par fusible thermique intégré à l'exutoire (désenfumage)
B	Aménagement du point 41° : ossature et charpente stable au feu 15 min (au lieu de 60)	2024 – 2029, durée maximale : six ans	- sprinklage - passage de la superficie (SUE) des exutoires de 1 % à 2 %.
C	Non	2024 – 2029, durée maximale : 6 ans, dont 3 ans effectifs	ouverture automatique par fusible thermique intégré à l'exutoire (désenfumage)
D	Aménagement du point 41° : ossature et charpente stable au feu 15 min (au lieu de 60) et du point 44°, en ce qui concerne les caractéristiques des parois coupe-feu et de la taille de cellules autorisées	2023 – 2028, durée maximale : 6 ans, dont 5 ans effectifs	- sprinklage - passage de la superficie (SUE) des exutoires de 1 % à 2 %.
E	Non	2024 – 2027, durée maximale : quatre ans	- sprinklage - ouverture automatique par fusible thermique intégré à l'exutoire (désenfumage)
F	Non	2024 – 2027, durée maximale : quatre ans, dont 3 ans effectifs	ouverture automatique par fusible thermique intégré à l'exutoire (désenfumage)

Bât.	Demande d'adaptation des dispositions de l'AP n°92/1877 du 21/04/1992	Durée prévisionnelle des travaux	Travaux d'amélioration envisagée
G	Non	2024 – 2025, durée maximale : deux ans	ouverture automatique par fusible thermique intégré à l'exutoire (désenfumage)
L	Non	2024 – 2029, durée maximale : six ans	passage de la superficie (SUE) des exutoires de 1 % à 2 %.
M	Non	2023 – 2026, durée maximale : 4 ans	passage de la superficie (SUE) des exutoires de 1 % à 2 %.
N*	Aménagement du point 41° : ossature et charpente stable au feu 15 min (au lieu de 60)	Octobre 2023 à juin 2024, durée maximale : 9 mois	Compartimentage du bâtiment (trois cellules)
S	Non	2023 – 2024, durée maximale : 2 ans	non
T	Non	2023 – 2027, durée maximale : 5 ans, dont 3 ans effectifs	ouverture automatique par fusible thermique intégré à l'exutoire (désenfumage)

\* Le bâtiment N fait l'objet d'un porter à connaissance spécifique, complété par courriel du 25/07/2023.

Par ailleurs, concernant le bâtiment N, l'exploitant signale une non-conformité au point 44° de l'arrêté préfectoral relative à l'implantation de RIA sur des faces opposées pour toutes cellules de plus de 4 000 m<sup>2</sup>. Le bâtiment est actuellement vide de tout occupant et fait l'objet de travaux d'aménagements prévoyant le compartimentage de l'entrepôt par des parois coupe-feu REI 120, réduisant la taille des nouvelles cellules à une surface inférieure à 3 000 m<sup>2</sup>. L'inspection considère qu'il n'apparaît pas nécessaire de mettre en demeure l'exploitant de respecter la disposition rappelée ci-dessus, sous réserve que l'entrepôt ne soit pas remis en activité avant l'achèvement de la remise en conformité.

**Observation 2. Au regard de la non-conformité de l'entrepôt N au point 44° de l'arrêté préfectoral, il convient que l'exploitant ne remette pas celui-ci en service tant que les travaux de cloisonnement n'ont pas été réceptionnés, et plus généralement, tant que celui-ci n'a pas été mis en conformité à l'ensemble des dispositions réglementaires applicables.**

De plus, l'ouverture automatique, par fusible thermique intégré aux exutoires de fumées, proposée par l'exploitant pour la mise en conformité ne semble pas répondre parfaitement à la disposition de l'arrêté préfectoral (« *sensible aux fumées et aux gaz de combustion* »<sup>5</sup>). Cependant, l'inspection note que l'arrêté ministériel n'est pas aussi précis (« *Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. [...] Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique.*»), ce qui permet d'envisager une équivalence de prescription. **L'inspection des installations classées propose d'en prendre acte et proposera ultérieurement d'adapter la disposition de l'arrêté préfectoral, afin de mettre en cohérence les deux textes applicables.**

## 2-5-2) Examen de la demande d'adaptation de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n°92/1877 du 21/04/1992, nécessaire à la mise en conformité.

- Modification du point 41° de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral

SOGARIS sollicite la réécriture de la disposition visée au point 41° de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral et demande la réduction de la durée de stabilité au feu des structures et charpentes des bâtiments B, D et N, afin que **la stabilité au feu minimale requise de la structure soit in fine de 15 minutes** (au lieu de, respectivement, 1h, 1h et 1/2h).

<sup>5</sup> point 42° de l'article 1 de l'arrêté préfectoral

L'exploitant souhaite s'approcher des exigences formulées à l'article 4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel (AMPG) du 11 avril 2017 pour les entrepôts à simple étage et de hauteur inférieure à 13,7 m, qui prévoit :

*« L'ensemble de la structure est à minima R 15, [...] »*

*Pour les entrepôts de deux niveaux ou plus, les planchers sont au moins EI 120 et les structures porteuses des planchers au moins R120 et la stabilité au feu de la structure est au moins R 60 pour ceux dont le plancher du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol intérieur. Pour les entrepôts à simple rez-de-chaussée de plus de 13,70 m de hauteur, la stabilité au feu de la structure est au moins R 60. »*

Comme mesure compensatoire, SOGARIS propose la mise en œuvre d'un système de sprinklage et d'exutoires de désenfumage à raison d'une SUE égale à 2% de la surface au sol avec déclenchement automatique par activation d'un fusible thermique sur atteinte d'une température seuil sur l'ensemble des cellules du bâtiment B (et non seulement sur la travée 9 à 13 du bâtiment Nord) et du bâtiment D.

L'exploitant estime que « l'atteinte d'un degré R15, conformément à ce qu'exige l'AMPG du 11 avril 2017 pour les entrepôts neufs à simple étage de hauteur inférieure à 13,7 m, permettra d'assurer l'évacuation du personnel dans un temps maximal de 15 minutes et ainsi d'atteindre les objectifs de sécurité relatifs au personnel.

*La mise en œuvre d'un sprinkler permettra, en cas de fonctionnement de la stratégie, de limiter la propagation de l'incendie au sein du bâtiment. De plus l'augmentation de la SUE<sup>6</sup> des ouvrants de désenfumage à 2 % de la surface au sol et le déclenchement des exutoires de désenfumage avec déclenchement automatique par activation d'un fusible thermique sur atteinte d'une température seuil sur l'ensemble de l'entrepôt du bâtiment B permettra de réduire la température et l'opacité des fumées à l'intérieur de l'entrepôt en cas d'incendie.»*

- Modification du point 44 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral

Concernant le bâtiment D, l'exploitant **sollicite également la réécriture du point 44° limitant la taille des cellules par un cloisonnement coupe-feu par parois R60**. En effet, le cloisonnement actuel présente une stabilité au feu de 7,5 minutes, selon l'étude QCS Service (source de l'évaluation réglementaire commandée par SOGARIS), liée à la durée de stabilité de la structure métallique du bâtiment. En traitant la structure, par application d'un flocage ou peinture intumescente, afin d'atteindre une stabilité R15, les parois pourraient être considérées comme REI15, ce qui n'est pas suffisant.

**L'exploitant demande donc la suppression de l'obligation de cloisonnement et sollicite l'autorisation de créer une cellule unique de 9500 m<sup>2</sup>.**

Il appuie sa demande en se référant à l'article 7 de l'annexe II de l'AMPG du 11 avril 2017, qui « permet une taille de cellule maximale de 12 000 m<sup>2</sup> [...] en cas de cellule sprinklée (la taille de la cellule est limitée à 3000 m<sup>2</sup> si la cellule n'est pas sprinklée). »

Concernant le bâtiment N, l'exploitant ne prévoit pas la mise en place de sprinklage, mais le compartimentage par parois coupe-feu REI 120, afin d'obtenir deux cellules de moins de 3000 m<sup>2</sup>, ainsi que le remplacement de la toiture. Il prévoit également de respecter certaines dispositions de l'annexe II de l'AMPG du 11 avril 2017, dont les dispositions applicables des points 12 et 13. Le porter à connaissance modifié (par courriel du 25/07/2023) indique, par ailleurs que le projet de rénovation prévoit :

---

6 SUE : surface utile d'exutoires

- « le remplacement de la toiture avec mise en conformité Broof T3 » ;
- la « mise en place des commandes manuelles et automatique des exutoires de fumée » ;
- la bonne « mise en place des positions des exutoires, ouvertures ou éléments légers de part et d'autre de l'aplomb du mur » ;
- « la réfection complète de la DAI ».

L'exploitant ne donne pas d'autres détails sur ces changements.

#### • **Analyse de l'inspection**

- 1° Concernant le bâtiment B, la demande d'adaptation semble cohérente avec les exigences de l'arrêté ministériel. Sous réserve que l'exploitant :
  - ✓ procède effectivement à la mise en conformité des mezzanines, selon les exigences de l'arrêté ministériel, tel qu'il s'y engage, afin d'atteindre la conformité à l'arrêté préfectoral en ce qui concerne l'isolement des bureaux et locaux sociaux des entrepôts,
  - ✓ **et qu'il soit en mesure de démontrer que la ruine de la structure de l'entrepôt (traitée afin d'obtenir une durée de stabilité au feu R15) n'entraîne pas la ruine en chaîne des mezzanines,**

l'inspection considère qu'il n'y a pas lieu d'émettre d'avis défavorable à ce sujet.

- 2° Concernant le bâtiment D :
  - ✓ a) **la remarque relative à la nécessité de démontrer que la ruine de la structure** (après traitement et atteinte du degré R15) **n'entraîne pas la ruine en chaîne des mezzanines** mises en conformité est **également applicable au bâtiment D.**
  - ✓ b) les justifications de l'exploitant, concernant la création d'une cellule unique, sont acceptables, sous réserve que le bâtiment fasse l'objet d'autres mesures compensatoires visant à la maîtrise rapide d'un sinistre en cas d'inefficacité du système d'extinction automatique, compte-tenu de la proximité de l'aéroport d'Orly, de l'autoroute A86 et l'impact potentiel des fumées d'incendie sur ceux-ci.

**Il semble en effet incohérent de requérir une taille de cellule plus grande, alors que la réduction du potentiel fumigène d'un sinistre devrait être à rechercher, compte-tenu des enjeux.**

Il pourrait s'agir notamment de satisfaire certaines dispositions de l'annexe II de l'arrêté ministériel pré-cité, non applicables à ce jour par bénéfice des droits acquis, relatives :

- ✓ aux aires de stationnement (point 3.3),
- ✓ à l'accès aux issues et quais de déchargement (point 3.4),
- ✓ au respect des dispositions relatives aux cantons et aux exutoires de désenfumage et aux amenées d'air frais (point 5),
- ✓ au respect de la distance de 150 m entre deux points d'eau incendie (point 13).

Il peut également s'agir de démontrer que le système d'extinction automatique permettra à lui seul d'éteindre un incendie, qu'il est conçu à cet effet, et qu'il est muni d'un pompage redondant, au sens de l'arrêté ministériel pré-cité.

À ce jour, le remplacement d'une mesure de maîtrise du risque passive (paroi coupe-feu) par un dispositif actif, susceptible de défaillir, n'apparaît pas suffisant pour permettre à l'inspection d'émettre un avis favorable à la demande d'aménagement.

**Demande complémentaire n°6 : concernant les demandes d'aménagement relatives au bâtiment D, il convient que l'exploitant propose sous un mois des mesures compensatoires additionnelles, pouvant éventuellement relever de l'annexe II de l'arrêté ministériel, et favorisant la maîtrise rapide d'un sinistre par les services de secours extérieurs.**

L'inspection pourrait alors revoir son avis à l'aulne des nouveaux éléments produits, après **consultation de la brigade des sapeurs pompiers de Paris**.

- **3°** Concernant le bâtiment N, la demande d'adaptation semble cohérente avec les exigences de l'arrêté ministériel. L'inspection considère qu'il n'y a pas lieu d'émettre d'avis défavorable à ce sujet.

• **Commentaires complémentaires :**

En cohérence avec les dispositions de l'arrêté ministériel :

- ✓ l'objectif d'augmentation de la SUE devra se faire en respectant les dispositions prévues, notamment (point 5 de l'annexe II) : au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture ; la surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés ; les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m ; concernant le sprinklage et l'installation de commande automatique d'ouverture des exutoires par fusibles thermiques (dans les châssis des ouvrants), l'exploitant devra s'assurer que ces dispositifs d'ouverture sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

L'inspection intégrera ces éléments au projet d'arrêté préfectoral complémentaire actant des demandes d'aménagement.

L'inspection constate également que l'établissement dispose de nombreuses cellules dont la taille excède largement 3 000 m<sup>2</sup> (notamment, une cellule de 8 000 m<sup>2</sup> au bâtiment F, 2 cellules de 6 200 m<sup>2</sup> au bâtiment S, et 1 cellule de 11 800 m<sup>2</sup> au bâtiment T), sans que ne soit proposé ou envisagé d'étendre le sprinklage à ces cellules de « moindre importance ». Ces bâtiments sont concernés par des scénarios d'incendie généralisé selon la dernière étude de dangers (v4, 01/2021), du fait de durées potentielles d'incendies supérieures au caractère coupe-feu des planchers ou parois séparatives inter-cellules, y compris si ces éléments respectent les prescriptions imposées par arrêté préfectoral.

Le dossier déposé par l'exploitant demande également l'évolution du classement ICPE de la plateforme, du fait de l'actualisation de la hauteur et du volume des entrepôts.

Les informations sont disponibles à partir des pages 78 (et suivantes) et 124 (et suivantes). Le site comprendrait deux IPD (Installations Pourvues d'une toiture Dédiée au stockage, au sens du guide entrepôt v2 du 02/2023<sup>7</sup>).

L'inspection ne partage pas la méthode de détermination de l'exploitant, les distances mesurables en vue satellite via Geoportail donnant des valeurs différentes dès lors que la prise de mesure se fait à partir des parois des cellules et non pas du bord des auvents de quai.

Pour rappel, le guide définit les notions suivantes :

- une IPD est « ***Dans le cas général, un bâtiment (ou un stockage couvert) dédié au stockage ou comportant plusieurs cellules de stockage constitue une unique IPD, qui se limite aux cellules de stockage*** ».
- les distances à prendre en compte entre IPD « *sont d'IPD à IPD mesurées au bord de chaque IPD (paroi, façade de cellules ou éléments de structure en l'absence de parois)*<sup>8</sup>. »

7 Disponible gratuitement en ligne : [https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/Guide%20AM\\_fev2023\\_vF\\_0.pdf](https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/Guide%20AM_fev2023_vF_0.pdf)

8 Dans le cas de stockage sous auvent, sans paroi périphérique

En excluant les auvents, la distance entre le bâtiment E et le bâtiment F n'est pas de 37 m, mais d'environ 48 m, du moins en ce qui concerne la partie Est, comme le montre la capture d'écran ci-contre :



Figure 1: Distances entre parois, bâtiments E et F - évaluation Geoportail par l'inspection, 31/07/23

En ce qui concerne la surface des bâtiments entrant dans le calcul du volume d'entrepôt, les données communiquées par l'exploitant sont visiblement tirées de l'arrêté préfectoral, sans vérification préalable. Elles sont incohérentes.

Par exemple, dans l'ensemble du DPAC, le bâtiment L présente une surface de 10 000 m<sup>2</sup>, alors qu'une estimation de la surface en vue satellite via Geoportail indique une surface d'environ 9 030 m<sup>2</sup>. Ce résultat est du même ordre de grandeur que le résultat de la multiplication longueur x largeur indiqué dans la partie descriptive du DPAC (« La longueur et la largeur du bâtiment L sont respectivement de 130 m et de 70 m », sans tenir compte du décroché au coin nord-est, soit 9 100 m<sup>2</sup>). L'estimation de la surface en incluant les auvents est de 10 460 m<sup>2</sup>, sauf qu'elles ne peuvent être comprises dans le volume autorisé, le stockage à l'extérieur étant interdit (condition 60° de l'arrêté préfectoral).

La remarque précédente concerne également (non exhaustif) :

- le bâtiment A (4 000 m<sup>2</sup> dans le dossier vs 3 160 m<sup>2</sup> estimés par l'IIC) ;
- le bâtiment B (46 000 m<sup>2</sup> dans le dossier vs 40 000 m<sup>2</sup> estimés par l'IIC, en excluant la surface du quai ferroviaire) ;
- le bâtiment C (2 200 m<sup>2</sup> dans le dossier vs 1980 m<sup>2</sup> estimés par l'IIC) ;
- le bâtiment D (9 500 m<sup>2</sup> dans le dossier vs 8260 m<sup>2</sup> estimés par l'IIC) ;
- le bâtiment M (5 200 m<sup>2</sup> dans le dossier vs 4 350 m<sup>2</sup> estimés par l'IIC) ;
- etc.

Le bâtiment N est un cas notable :

- La hauteur diffère selon le document :
  - pas d'information dans la partie descriptive du DPAC de mise en conformité (DPACMC, page 32, absence de plan en coupe, à contrario des autres bâtiments),
  - une hauteur de 9,55 m est indiquée dans le tableau récapitulatif page 39 du DPACMC ;
  - une hauteur de 9,05 m est indiquée page 70 et 128 du DPACMC ;
  - des hauteurs, à différencier selon la cellule, page 26 du PAC spécifique au bâtiment N (PACN) : « Hauteur moyenne du bâtiment :
    - Cellule 2 H=6,5m ;
    - Cellule 1 H=7,9m. »

*Nota : ces hauteurs sont reprises dans l'étude flumilog comme hauteurs maximales de stockage, ce qui induit que la simulation ne peut être représentative d'une situation réelle de stockage.*

- La surface diffère selon le document :
  - page 70 du DPACMC, la surface totale du bâtiment est de 7 546 m<sup>2</sup> ;
  - page 128 du DPACMC, la surface totale du bâtiment est de 3 650 m<sup>2</sup> (idem que la donnée apparaissant dans l'AP) ;
  - page 14 du PACN, la surface totale du bâtiment avant travaux est de 7 546 m<sup>2</sup> ;
  - page 16 du PACN, il est indiqué la création de deux cellules de surfaces respectives de 2 877 m<sup>2</sup> et 2 986 m<sup>2</sup>, soit un total de 6 863 m<sup>2</sup> (le projet vise à créer un local de charge implanté dans le bâtiment. Cette surface n'est donc pas dévolue au stockage) ;
  - les hypothèses prises pour la modélisation flumilog page 26/41 du PACN montrent deux cellules de 2928 et 3 233 m<sup>2</sup>, soit un total de 6 161 m<sup>2</sup>.

**Demande complémentaire n°7 : L'exploitant devra statuer sous un mois sur l'ensemble des dimensions des entrepôts, au sens de la réglementation entrepôt et en application du guide associé.**

### 2-5-3 ) Proposition de mesures complémentaires

L'exploitant a transmis une note de 3 pages informant l'inspection des installations classées et la préfecture des mesures complémentaires qu'il compte mettre en œuvre pendant la période nécessaire aux travaux de mise en conformité.

Les éléments suivants en italique en sont tirés directement.

*« Jusqu'à l'achèvement des travaux de mise en conformité de la plateforme, SOGARIS a prévu une série de mesures compensatoires visant à garantir un niveau de sécurité suffisant pour permettre la poursuite de l'activité logistique sur la plateforme de Rungis. Ces mesures compensatoires sont de deux ordres :*

- *les mesures compensatoires « générales » qui seront mises en œuvre en cours d'exploitation de l'entrepôt logistique afin de renforcer la sécurité globale sur le site ;*
- *les mesures compensatoires « spécifiques » adaptées à la phase de travaux dont l'objectif sera principalement de diminuer les risques inhérents à la co-activité entre les entreprises de travaux et les usagers habituels de la plateforme logistique. »*

*Les mesures compensatoires « générales » visent à assurer la sécurité du site face au risque incendie. Ces mesures privilégient la prévention du risque mais envisagent également l'évacuation efficace des usagers de la plateforme et une intervention des services extérieurs dans les meilleures conditions possibles en cas de réalisation de ce risque.*

*Il s'agit des mesures suivantes :*

- 1. Renforcement du personnel du SSIAP<sup>9</sup> par la création d'un poste supplémentaire (création d'un poste SSIAP supplémentaire pendant la période des travaux) ;*
- 2. Augmentation du nombre de rondes au niveau de la plateforme ;*
- 3. Renforcement de la formation sécurité du personnel de bureau (prodiguée à chaque nouvel arrivant lors de la prise de poste, puis renouvelée chaque année) ;*
- 4. Augmentation de la fréquence d'un exercice d'évacuation avec le personnel de bureau (la fréquence sera augmentée à une fois par trimestre) ;*
- 5. Augmentation de la fréquence d'un exercice d'évacuation avec le personnel d'exploitation (idem que pour le personnel de bureau, la fréquence sera augmentée à une fois par trimestre) ;*
- 6. Création d'un affichage grand format pour repérer plus facilement les équipements de défense contre l'incendie.*

*Outre les mesures compensatoires générales qui seront mises en place dans les plus brefs délais et se maintiendront jusqu'à l'achèvement des travaux de mise en conformité, SOGARIS propose d'instaurer des mesures compensatoires spécifiques pour encadrer le risque lié à la co-activité entre entreprises de travaux et usagers de la plateforme.*

*Il s'agit des mesures compensatoires suivantes :*

9 Service de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personnes (SSIAP)

7. Recours à un Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé (CSPS) pour assurer des missions de prévention des risques avant et pendant les travaux ;
8. Renforcement ponctuel du personnel du SSIAP avec l'ajout d'un agent SSIAP1 lors de la réalisation des travaux à risque tels que les travaux par point chaud par exemple. Des consignes seront données à chaque agent du SSIAP afin que chacun remplisse les missions qui lui ont été attribuées soit en lien avec l'exploitation du site, soit en lien avec des travaux spécifiques ;
9. Recours à un AMO avec compétence en sécurité/ hygiène et sécurité pour la réalisation de quart d'heure de sécurité sur des thématiques particulières (mesures lors de travaux par points chaud, état du poste de travail, ...) auprès des entreprises titulaires des Marchés travaux, du maître d'œuvre et, le cas échéant, des locataires dont la cellule est concernée par les travaux. L'intervention de l'AMO aura lieu au démarrage des travaux, puis tous les trimestres ;
10. Outre les rondes hebdomadaires sur le site par les agents du SSIAP, des rondes quotidiennes seront mises en place dans les zones de travaux permettant de s'assurer que les accès, cheminements ou autres ne sont pas encombrés du fait des travaux ;
11. Lors du blocage d'équipements concourant à la sécurité incendie (RIA par exemple) dû aux travaux, ajout d'équipements permettant de conserver un niveau de sécurité équivalent (extincteur 50kg, ...). Une notice identifiant ces différentes zones et les mesures qui seront mises en œuvre et à consolider sera réalisée lors de la phase de conception des travaux ;
12. Présentation du projet de travaux à la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) et mise en place des éléments requis éventuels ;
13. Information de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) sur l'avancement des travaux selon une fréquence qui sera déterminée par ces derniers et lors de travaux spécifiques à risque pouvant mettre en cause l'extinction et les interventions (PI, ...) ;
14. Adaptation du planning de travaux en fonction des zones de stockage qui pourront être libérées par le locataire afin de limiter le plus possible les situations de co-activité et une multiplicité des risques.

### **Analyse de l'inspection**

**L'inspection proposera** de reprendre, par arrêté préfectoral complémentaire, les mesures 1, 3, 4, 5, 12 et 13 proposées par l'exploitant. Celles-ci n'appellent pas de commentaires particuliers.

Les mesures 7 (recours à un CSPS), 9 (recours à un AMO)<sup>10</sup> et 11 (maintien du niveau de sécurité incendie) relèvent soit de la réglementation générale du travail et de la prévention de la santé (article L. 4532-2 du Code du travail) pour le recours à un CSPS, soit de la réglementation ICPE, au sens où il n'est pas permis à une ICPE de fonctionner en mode dégradé sans mesure compensatoire, en particulier si les moyens de défense contre l'incendie sont rendus inutilisables par les opérations en cours. Les points 9 et 11 sont plus généralement prescrits par les points 20 et 21 de l'annexe II de l'AMPG du 11 avril 2017 (applicable aux entrepôts existants avant 2023). Il n'y a donc pas lieu de se prévaloir de mesures complémentaires. Concernant le point 11, la mise en indisponibilité de moyen de lutte contre l'incendie devra dans tous les cas faire évoluer le PDI/POI en conséquence, tenu à disposition et transmis à la BSPP ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Quant aux mesures 2, 6, 8, 10 et 14, elles sont insuffisamment décrites pour permettre d'évaluer leur efficacité potentielle, d'une part, et éventuellement de les prescrire par arrêté préfectoral, afin d'en vérifier la mise en œuvre, d'autre part. L'inspection émet les commentaires suivants :

- **Mesure n°2** : L'exploitant n'indique aucun état initial du nombre de rondes, et ne s'engage pas sur l'objectif d'augmentation. Il ne précise pas si ces rondes sont effectuées aléatoirement ou selon un circuit prédéfini, etc. ni la méthode de traçabilité mise en œuvre ou prévu pour s'assurer de la réalisation de ces rondes ;

**Demande complémentaire n°8** : L'exploitant précisera sous un mois les conditions de réalisation des rondes mises en œuvre au sein de l'établissement, dans la situation initiale avant augmentation puis l'objectif attendu après la prise de la mesure complémentaire n°2.

<sup>10</sup> Assistant à la maîtrise d'ouvrage



- **Mesure n°6** : il n'y a pas de détails sur les objectifs d'agrandissement et de visibilité des affichages liés à la sécurité au sein des cellules. Par ailleurs, la proposition laisse supposer que la visibilité actuelle de ces éléments est insuffisante ou inexistante, ce qui est contraire à la réglementation du Code du travail (notamment l'arrêté du 4 novembre 1993 relatif à la signalisation de sécurité et de santé au travail [NOR : TEFT9301168A]) ou des installations classées (exemple non exhaustif concernant les extincteurs tirés de l'AMPG du 11 avril 2017 : « d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, **bien visibles et facilement accessibles** ») ;  
  
→ En ce qui concerne le signalement des moyens de lutte contre l'incendie pouvant être mis en œuvre par la BSPP, **l'inspection proposera d'imposer par arrêté préfectoral complémentaire en application de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement le respect du volet « signalisation » du guide technique de la défense extérieure contre l'incendie** joint en annexe de l'arrêté n°2017-00251 du 05/04/2017 portant règlement interdépartemental de défense extérieure contre l'incendie (non applicable de fait aux ICPE).
- **Mesure n°8** : Il n'est pas précisé si le « renforcement ponctuel du personnel du SSIAP avec l'ajout d'un agent SSIAP1 » est un renforcement additionnel supplémentaire du renforcement prévu au point 1, ou s'il s'agit d'une double valorisation du même renforcement.
- **Mesure n°10** : Il n'est pas précisé si les rondes quotidiennes du point 10 sont en supplément de l'augmentation des rondes visées au point 2 ou s'il s'agit également d'une double valorisation ;
- **Mesure n°14** : la mesure est un « lieu commun » qui doit être mobilisé par le CSPS et/ou l'AMO dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions. Par ailleurs, elle relève du 3<sup>e</sup> alinéa du point 20 de l'annexe II de l'AMPG du 11/04/2017, qui prévoit : « les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :  
[...]  
– l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; »

Il n'y a donc pas lieu de la valoriser comme mesure complémentaire ou compensatoire.

Compte-tenu des enjeux du dossier, l'inspection regrette que les mesures complémentaires proposées ne visent pas à améliorer davantage les capacités opérationnelles propres au groupement d'entrepôts à intervenir sur un sinistre développé. Elles auraient ainsi pu porter sur :

- l'acquisition ou la location d'un fourgon pompe tonne, complété par le matériel nécessaire à sa mise en œuvre opérationnel, en remplacement du véhicule visé à la condition 30 de l'arrêté préfectoral ;
- la formation en renforcement de l'ensemble de l'équipe SSIAP comme équipiers de seconde intervention, afin de mettre en œuvre les 1<sup>er</sup> moyens de protection et d'extinction de l'incendie, conformément aux scénarios POI/PDI, avant l'intervention des services de secours extérieurs.

#### **2-5-4) Mesures complémentaires liées à la dernière étude de dangers et à la réalisation de modélisation Flumilog additionnelle dans le cadre du DPACMC.**

- **Ajout de parois REI 120**

L'exploitant prévoit la mise en place de parois REI 120 en périphérie de certains entrepôts pour empêcher que des flux thermiques létaux ou que des effets irréversibles ne sortent des limites d'établissement, en cas d'incendie (page 117 et suivants du DPACMC).

Il s'agit de la paroi est du bâtiment G et des parois nord des bâtiments M et N.

L'inspection prend acte de cette information et intégrera les modifications envisagées au projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

• **Estimation du débit et de la quantité d'eau nécessaire à l'extinction d'un incendie, et la disponibilité de ceux-ci**

L'exploitant a réalisé un calcul D9 (en version 2001 du guide, compte-tenu du bénéfice des droits acquis de l'installation, permis par le point 13 de l'annexe II de l'AMPG du 11/04/2017) pour les deux cellules de l'établissement qu'il considère comme majorante : la cellule de 15 000 m<sup>2</sup> du bâtiment E et la cellule de 11 800 m<sup>2</sup> du bâtiment T.

L'inspection constate :

- ✓ que l'exploitant attribue un coefficient de -0,3 dans les deux calculs, du fait d'un « service de sécurité incendie 24h/24 avec moyens appropriés équipe de seconde intervention, en mesure d'intervenir 24h/24 ». Or, à la connaissance de l'inspection, le site ne dispose pas d'équipe de seconde intervention.

La règle APSAD R6 définit les équipiers de seconde intervention (ESI) dans son annexe 6. Selon la version de novembre 2009, ils sont capables de mettre en œuvre des lances incendies (en plus de l'utilisation d'extincteurs et de RIA comme le peuvent les équipiers de première intervention), afin de limiter la propagation de l'incendie ou de l'éteindre.

Aucun élément, apparaissant dans le POI de l'établissement dans sa version 2020, laisse supposer une attaque du feu par le personnel SOGARIS, cf. :

- fiche 4 qui indique que le poste central de sécurité (PCS) « a pour rôle [...] d'effectuer la 1<sup>ère</sup> intervention en cas de sinistre »,
- la fiche 5, qui indique que le responsable « fonction intervention » est endossé par les « pompiers »,
- il n'est mentionné à aucun moment la présence permanente d'équipiers de seconde intervention dans l'établissement (cf. partie hors période ouvré de la même fiche).

- ✓ l'exploitant n'applique pas correctement le référentiel D9 dans la partie conclusive des calculs après les travaux de mise en conformité (page 123 du DPACMC). Il écrit :

« La mise en œuvre du sprinkler dans le bâtiment E conduira à diviser par deux le débit lutte incendie extérieure de ce bâtiment, soit un débit de 360 m<sup>3</sup>/h.

La mise en œuvre d'un traitement R30 de la charpente du bâtiment T permettra de réduire le débit de lutte incendie extérieur à un débit de 660 m<sup>3</sup>/h (passage coefficient 0,1 à 0 pour la charpente). »

Or, le sprinklage permettrait de diviser par deux le débit calculé, et non pas le débit maximum défini par le point 13 de l'annexe II de l'AMPG du 11/04/2017<sup>11</sup>. En l'occurrence, nonobstant la remarque concernant l'attribution induite d'un coefficient -0,3 du fait de la présence d'ESI 24h/24, la division porte sur le débit intermédiaire 945 m<sup>3</sup>/h (soit 472,5 m<sup>3</sup>/h), qu'il convient d'arrondir au multiple de 30 m<sup>3</sup>/h le plus proche → le débit retenu est de 480 m<sup>3</sup>/h ;

- ✓ pour justifier de la disponibilité du débit, l'exploitant indique :  
« D'après l'étude de danger V4 de 2021, les moyens disponibles sur le site sont constitués de 45 poteaux incendie capables de délivrer un débit simultané de 830 m<sup>3</sup>/h. »

L'inspection remarque :

\* que le débit unitaire moyen d'un poteau incendie (soit 830 m<sup>3</sup>/h / 45 PEI) est de 18 m<sup>3</sup>/h, s'ils devaient fonctionner en simultané, sans que la pression disponible à chaque point ne soit précisée. La norme demande de disposer d'hydrants pouvant fournir à minima 60 m<sup>3</sup>/h en simultané ;

\* que la méthode D9, comme l'arrêté ministériel, prévoit que « la quantité d'eau nécessaire sur le réseau sous pression (cf. § 5 alinéa 5) doit être distribuée par des hydrants situés à moins de 100 m des entrées de chacune des cellules du bâtiment et distants entre eux de 150 m maximum. » L'arrêté préfectoral en vigueur est plus restrictif, il impose une distance entre hydrants de 100 m (point 32° de l'article 1 de l'arrêté préfectoral).

---

11 pour rappel : « Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 [...], tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. »

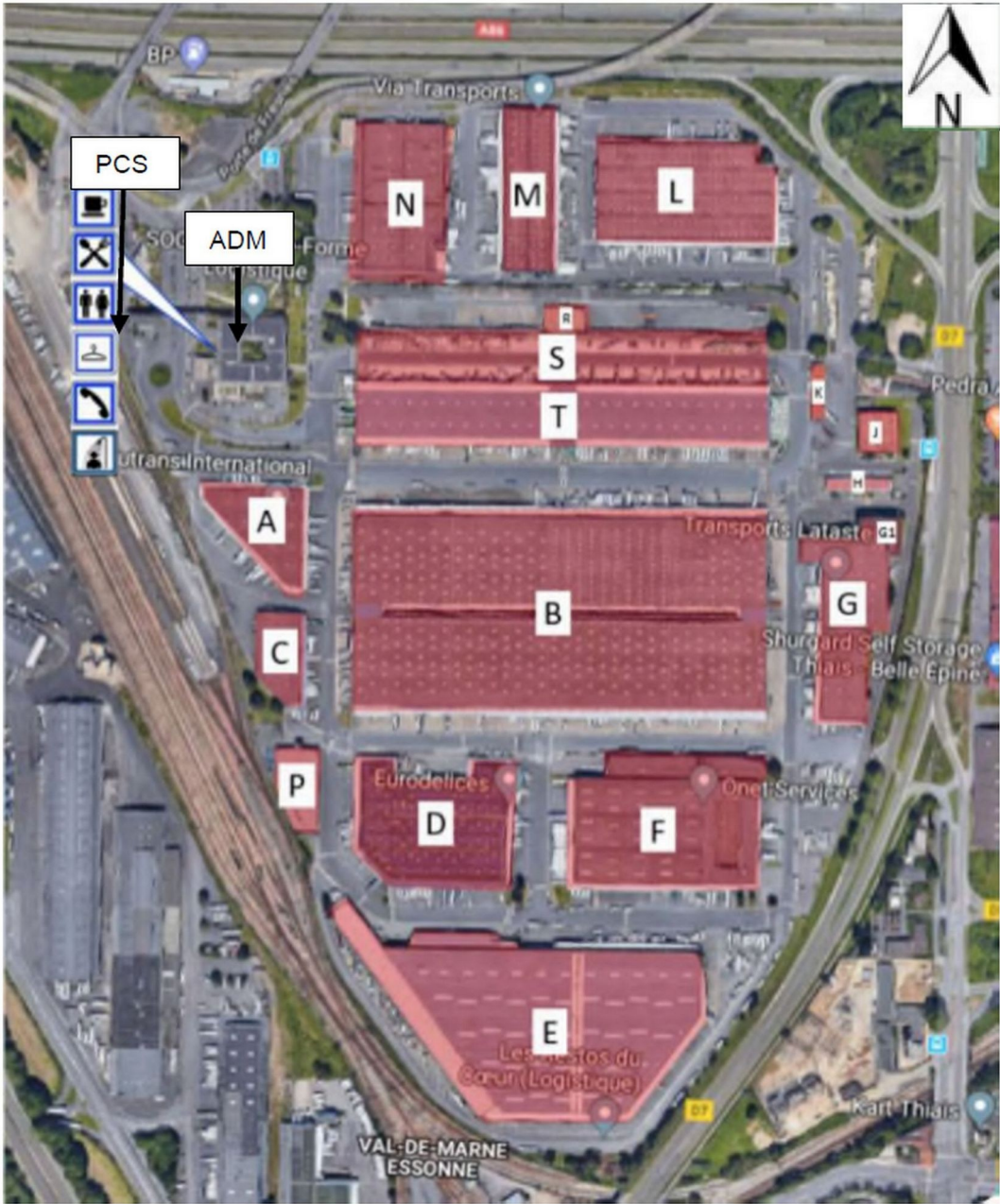
Ce n'est donc pas l'ensemble des hydrants du site qui doivent permettre de délivrer le débit requis, mais ceux situés à moins de 100 m de l'accès extérieur de la cellule en feu. Enfin, et à plus forte raison si les opérations d'extinctions sont menées par les secours extérieurs (BSPP), comme le précise le guide D9, « le débit n'implique pas un nombre d'hydrants à installer. Il est tout à fait possible que l'exigence soit par exemple de 180 m<sup>3</sup>/h et que les services de secours exigent 5 hydrants sur le site avec prise en compte hydraulique de 3 hydrants simultanément. Le nombre d'hydrants à installer peut **dépendre de la géométrie du bâtiment.** »

En ce qui concerne l'entrepôt E, bâtiment à la géométrie particulière, l'inspection constate les distances d'éloignement suivantes entre les PEI (poteaux d'incendie) les plus proches de celui-ci : PI 199 → **195 m** → PI 202 → **120 m** → PI 203 → 75 m → PI 206 → **200 m** → PI 204 → **145 m** → PI 205 → **160 m** → PI 199.

Non-conformité Q : contrairement au point 32° de l'article 1er de l'arrêté préfectoral n°92/1877 du 21/04/1992, la distance séparant deux appareils d'incendie implantés en périphérie du bâtiment E est supérieure à 100 m pour les couples de poteaux suivants : PI 199/PI 202, PI 202/PI 203, PI 206/PI 204, PI 204/PI 205, PI 205/PI 199.

Demande complémentaire n°9 : après évaluation des débits à fournir pour chacun des scénarios d'incendie, l'exploitant devra statuer sur la conformité de la disposition des autres poteaux et bouches d'incendie réglementées par le point 32 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral n°92/1877, pour l'ensemble de l'établissement, sous un mois. Il justifiera par ailleurs la capacité de chaque point d'eau incendie de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée pour les scénarios nécessitant des débits supérieurs, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures, conformément aux dispositions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.

ANNEXE A : Plan de l'établissement (tiré de DPACMC, SOGARIS, 2023, p12)



## **Note explicative planning travaux de mise en conformité**

La plateforme logistique de Rungis est le site historique de la société SOGARIS ainsi que son patrimoine le plus important en surface de site et en volume d'entrepôts. Le site couvre une surface foncière d'environ 310 000 m<sup>2</sup>, pour environ 200 000 m<sup>2</sup> bâtis et un volume d'entrepôts d'environ 1 500 000 m<sup>3</sup> occupés par environ 80 locataires.

12 bâtiments de 3000 m<sup>2</sup> à 46 000m<sup>2</sup>,  
Site occupé à 95%,  
80 locataires,  
800 environs véhicules lourds par jour,  
1 000 personnes environs sur site

**La mise en conformité du site est l'enjeu prioritaire de SOGARIS pour assurer la sécurité des personnes que ce soit à l'issue des travaux ou que ce soit pendant les travaux.**

Les différents travaux s'ordonnent autour des priorités suivantes :

1 – maîtriser les effets thermiques :

- Mur REI 120 Effets thermiques (bâtiments G, M et N),

2 – évacuer et protéger les personnes :

- Mur CF entre bureaux et entrepôts, structure CF plancher,
- Ossature et charpente R15,
- Issue de secours,
- Désenfumage,

3 – protéger les biens

- Sprinklage,
- RIA, PI,
- D9,

A la suite de l'échange qui a eu lieu le 27 octobre 2022, **SOGARIS** a nommé la **RATP REAL ESTATE** en qualité de Maîtrise d'ouvrage déléguée afin de l'accompagner dans la mise en œuvre de la mise en conformité du site.

**A la suite des échanges que nous avons eus avec vous le 27 octobre et confirmés lors de votre inspection, un complément de travaux est prévu concernant des points constructifs.**

- Ajout des travaux de renforcement de la charpente pour les bâtiments B, D, M et N pour atteindre la tenue R15 soit 74 600 m<sup>2</sup> de charpente en complément,
- Ajout du sprinklage pour plusieurs bâtiments, donc redimensionnement et potentiels travaux pour le respect de la D9A, cela implique des études complémentaires et des travaux lourds en termes d'organisation et de phasage

### **La Phase d'étude préalable et indispensable à l'exécution des travaux :**

L'importance des travaux implique la mise en place préalable d'une phase de conception conséquente (environ 1 an) avec notamment des maîtres d'œuvres, d'un responsable OPC, Coordinateur SPS pour préparer et piloter les opérations de travaux.

### **La co-activité impossible de travaux :**

Il est nécessaire d'avoir un phasage des travaux, tous ne peuvent pas être réalisés en concomitance.

Notamment **Sogaris** devra par exemple :

- Réaliser des opérations de désamiantage ou de déplombage avant exécution d'autres prestations.

- Le renforcement de la structure est impératif, avant la mise en place du réseau de sprinklage ou le désenfumage.

### **Le phasage coordonné avec l'exploitation**

Une communication avec tous les locataires est prévue, s'agissant de travaux à réaliser en zones exploitées, ce qui induit une organisation complexe et difficile à mettre en œuvre. Celle-ci nécessite des contacts et discussions avec les locataires afin de pouvoir réaliser ces interventions en milieu occupé.

Les travaux structurants comme la mise à niveau des éléments de charpente nécessiteront une organisation très fine en lien avec l'exploitation des bâtiments qui sont tous occupés. Les opérations de renforcement ou de protection seront très échelonnées au sein des différentes cellules pour permettre une continuité d'activité des locataires.

Ces interventions en site occupé impliquent des ouvertures de chantier et des replis de chantier très fréquents qui impactent directement la durée du planning.

Par ailleurs, pour assurer la sécurité de tous sur le site de la plateforme, il est impératif de veiller à une gestion de flux de chantier maîtrisé au milieu du flux logistique (plus de 800 poids lourds circulent par jour en moyenne). En conséquence, SOGARIS doit limiter le nombre de chantiers en parallèle.

### **Les ressources des entreprises de travaux :**

Pour permettre une garantie et une cohérence de résultat, il n'est pas envisageable de piloter de multiples intervenants sur des travaux similaires et des bâtiments différents.

De plus, le foncier disponible de SOGARIS ne peut pas permettre de multiplier les zones de stockage et les bases de vie sur le site tout en assurant une sécurité pour tous les intervenants.

Par ailleurs, les travaux de renforcement de charpente sont attendus sur 9 bâtiments distincts, les retours d'expérience des marchés de travaux et le contexte actuel de pénurie des matériaux et du personnel formé sur l'Ile de France permettent difficilement d'envisager l'engagement de trop de moyens d'entreprises en parallèle sur le site de Rungis.

Enfin, le séquençage des travaux permet de sécuriser la continuité des travaux en cas de défaillance d'une entreprise tout en sécurisant l'exploitation du site.

### **Pour conclure :**

Compte tenu des éléments présentés, ci-dessus, nous envisageons une modification du planning initialement présenté sur une période de 5 ans sur une période de 7 ans.

Ce nouveau planning prenant en compte la phase études, conception, appels d'offres, approvisionnements de matériels et travaux.

SOGARIS se réserve la possibilité d'anticiper certains travaux lorsque des opportunités d'exploitation se présentent comme pour le bâtiment N dont le locataire vient de libérer les locaux ou d'effectuer des travaux à faible interaction avec l'exploitation tel que la création d'issue de secours supplémentaires lorsque nécessaire.